

JAB  
CH-8031 Zurich  
P.P. / Journal

changements d'adresse:  
GSsA, CP 1515, 8031 Zurich  
gssa@gssa.ch

**GSsA**

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

GSsA Journal N° 122 Février 2020

**une Suisse sans armée**

Signez  
maintenant!

**NEIN**

**NON**

**NO!**

## Édito

Chère lectrice, cher lecteur,

Le thème principal abordé dans ce journal concerne le référendum contre les nouveaux avions de combat qui a officiellement débuté le 8 janvier. Il y a de nombreux arguments contre cette acquisition. Nos principales préoccupations sur ce sujet sont les coûts, le manque de transparence et les dégâts environnementaux que cet achat entraînerait. Vous trouverez plus d'informations à ce sujet aux pages 4 et 5.

À la page 3, nous vous présenterons les nouveaux développements du service civil. Le Conseil national a renvoyé ce projet au Conseil des États provoquant de fait un retard dans son traitement. Cette situation nous permet ainsi de faire un rappel historique sur l'importance du service civil.

Indépendamment de ces deux grands thèmes très présents cette année, nous voulons naturellement aussi garder à l'esprit d'autres questions importantes de politique de sécurité nationale (page 6). Outre les exportations de matériel de guerre et la Ruag, c'est par exemple la réaction du Conseil fédéral à l'initiative correctrice, qui s'est révélée plus positive que prévue.

Enfin, nous jetons un regard au-delà de nos frontières nationales à la page 7 : l'attaque turque dans le nord de la Syrie nous préoccupe depuis la fin de l'année 2019 et la répression que subit la population est également très inquiétante. Nous vous présenterons également l'histoire d'employés portuaires qui s'opposent à des transports d'armes. Finalement, à la page 8, vous apprendrez ce qui s'est passé au sein du GSsA depuis le dernier journal : des changements dans deux secrétariats, des actions, un aperçu de la prochaine marche de Pâques et une invitation à notre assemblée générale annuelle.

Nous vous souhaitons une bonne lecture,  
Judith Schmid et l'équipe de rédaction

## SYRIE

### Le GSsA dit non à la guerre au Rojava !

Suite au retrait des troupes étatsuniennes du nord de la Syrie début octobre, la Turquie a lancé une vaste offensive militaire contre les populations de la région autonome du Rojava. Le GSsA a réagi !  
Par Thomas Bruchez

Face à cette guerre d'agression qui a coûté la vie à plusieurs centaines de personnes, le GSsA a rapidement réagi en émettant six revendications à l'égard de divers acteurs. Afin de les illustrer, il a également organisé une action dé-

centralisée dans trois villes du pays. À Zurich, des activistes ont exigé d'UBS et du Crédit Suisse de mettre fin à leurs investissements dans les producteurs de matériel de guerre. À Berne, le GSsA a notamment demandé à la Confédération de mettre en place un embargo sur les exportations d'armes à destination de la Turquie et d'accueillir directement en Suisse des personnes issues des régions touchées par la guerre. À Genève, enfin, c'était l'exigence d'une conférence de paix qui était mise en avant.



À Genève, les activistes ont exigé une offensive diplomatique de la part de la Suisse pour mettre fin à l'attaque de la Turquie au Rojava.  
Photo: GSsA.

## BLOCAGE

### Arrêtez les chars, mettez fin aux guerres, stoppez la crise climatique !

(Salome Lüthy) Le 16 octobre, un groupe de pacifistes dont nous faisons partie a formé un blocus humain et a ainsi bloqué la plus grande parade de l'Armée suisse de ces 10 dernières années. Nous nous sommes mis.e.s en travers du chemin des machines de guerre et avons brandi une banderole sur laquelle on pouvait lire « Arrêtez les chars, mettez fin aux guerres, stoppez la crise climatique ! ». Nous avons exigé que la Suisse s'exprime clairement contre les guerres telles que celle qui sévit au Rojava en ce moment, qu'elle ne fasse pas primer les intérêts commerciaux sur les droits humains et qu'elle soit plus active dans la lutte contre la crise climatique. L'organisation de cette parade militaire tandis qu'Erdogan a bafoué le droit international en envahissant le Rojava est inadmissible. Ce genre de manifestation avec des chars lourds et polluants est également très

inquiétant d'un point de vue écologique. Pour finir, il est inconcevable que la Suisse n'investisse qu'un demi-milliard de francs dans la lutte contre le réchauffement climatique alors qu'elle en investit 4,5 dans l'armée. Nous voulons nous battre contre ces injustices et notre action contre les chars a été un franc succès !!



Des activistes bloquent le défilé de chars.

## Marche de Pâques 2020

(nf) La prochaine Marche de Pâques de Berne se tiendra le lundi 13 avril 2020. Le service civil, instauré dans le courant des années nonante, est depuis plusieurs années régulièrement remis en question, notamment par la volonté d'en restreindre toujours davantage l'accès. Cette année, nous nous mobiliserons donc contre cette tendance rétrograde qui menace un type d'engagement ayant rencontré un intérêt croissant ces dernières décennies parmi les jeunes hommes astreint au service militaire. Pour ceux-ci, aussi longtemps que l'obligation de servir existera en Suisse, une véritable alternative civile accessible est absolument nécessaire. Rassemblé.e.s derrière le slogan « Service civil : un pas en avant, plutôt que deux en arrière ! », nous revendiquerons donc le respect du droit à pouvoir choisir un engagement pacifiste en lieu et place de la conscription. Nous soutiendrons la valorisation de cet engagement constructif en faveur de la société plutôt que d'un potentiel de destruction et réclamerons le renforcement du service civil plutôt que son affaiblissement par toujours plus de restrictions. Le défilé s'étirera, dès 13:30, le long de l'Aare en partant du parc d'Eichholz jusqu'à la Place de la collégiale où nous conclurons la manifestation aux côtés de l'Association suisse pour le service civil (CIVIVA), puis sur les tonalités balkaniques de la formation *Katze Steffan*. Retrouvez toutes les informations sur le site internet de la Marche de Pâques : <https://ostermarschbern.ch>

## RÉFÉRENDUM

### Action contre les avions de combat sur la Place fédérale

Kp. Le 20 décembre dernier, la sentence est tombée : le parlement veut allouer 6 milliards de francs pour l'acquisition de nouveaux avions de combat. D'après la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ), ceux-ci pourraient coûter jusqu'à 24 milliards au total si l'on considère les coûts sur la durée d'utilisation totale. Cette somme immense manquera dans des domaines tels que l'éducation, la parité ou encore la lutte contre la crise climatique. La décision du Conseil national ressemble à un cadeau de Noël avant l'heure, et qui est de plus beaucoup trop

cher. C'est pourquoi nous nous sommes rendu.e.s sur la Place fédérale le jour de Noël avec un avion de combat emballé comme un cadeau. Notre message était clair : retour à l'expéditeur, personne ne veut de ce cadeau. Notre action a également marqué le début de la campagne du référendum. La récolte de signatures a débuté le 8 janvier dans toute la Suisse. En l'espace d'une semaine, plus de 10'000 personnes se sont d'ores et déjà déclarées prêtes à récolter les 50'000 signatures nécessaires.



Action sur la Place fédérale contre l'achat des nouveaux avions de combat, peu avant Noël. Photo: GSsA

## Assemblée générale 2020

(nf) La prochaine assemblée générale du GSsA se tiendra le 26 avril 2020 au restaurant Kreuz de Soleure. Outre la traditionnelle rétrospective de l'année passée, l'actualité de l'engagement du GSsA sera au centre des attentions. Il sera bien évidemment question du référendum sur les luxueux avions de combat, dont la récolte de signatures bat son plein actuellement. Nous aurons aussi l'occasion de faire le point sur le devenir de l'initiative contre le commerce de guerre, lancée il y a près de trois ans et sur laquelle le Conseil national devrait se prononcer lors de la prochaine session parlementaire. En outre, durant cette même session, le parlement traitera à nouveau d'un durcissement des conditions d'accès au service civil. Nous ne perdons pas de vue cette thématique et celle-ci s'ajoutera très certainement au menu des discussions de notre prochaine assemblée générale. Une invitation ainsi que le programme détaillé de la journée vous seront envoyés tout prochainement. Nous nous réjouissons d'ores et déjà de vous rencontrer à cette occasion.

SERVICE CIVIL

# Le chemin vers le Service aura été long

Cette bataille qui a duré 90 ans a atteint son apogée le 17 mai 1992 avec 83% de oui. Par Josef Lang

Paul Pettavel, un pasteur protestant de la Chaux-de-Fonds, fut à l'origine de la première pétition en faveur du service civil. Ce pacifiste religieux et précurseur en matière de droit de vote des femmes venait d'une famille d'horlogers du Val-de-Travers. Sa pétition lancée en 1903 n'avait aucune chance d'aboutir en raison du militarisme prussien qui commençait à se répandre à l'époque en Suisse.

## Pétition religieuse et socialiste

En 1923, ce fut au tour du pasteur chrétien-socialiste Leonhard Ragaz, du canton des Grisons, et de Pierre Cérésole, un mathématicien lausannois, de déposer une pétition signée par 400'000 personnes. Celle-ci demandait la création d'un service civil dont la durée serait prolongée d'un tiers par rapport à celle du service militaire. Avant de devenir socialiste en 1912,

Ragaz était aumônier militaire et il a été l'une des personnes les plus touchées par la censure pendant la Seconde Guerre mondiale. Cérésole était le fils d'un Conseiller fédéral radical et il avait refusé la conscription en 1916 avant de fonder le Service Civil International. Avant sa mort en 1945, il avait été emprisonné six fois. L'augmentation du nombre d'objecteurs de conscience refusant de servir à partir de 1966 a redonné de l'importance au service civil. Une initiative populaire lancée par le Gymnase Münchenstein (Bâle-Campagne) en 1974 avait été formulée en terme si généraux que son message principal a été complètement dilué et altéré. Elle a donc été rejetée non seulement par les fondamentalistes de la conscription, mais aussi par le Conseil pour la paix et la gauche. La population s'est également prononcée contre cette initiative avec 62% de non le 4 décembre 1977. Peu avant la votation, quelques personnes ont lancé l'initiative de la preuve par l'acte, qui voulait l'abandon de l'examen de conscience.

## Initiative de la preuve par l'acte

En 1984, la Suisse a condamné 788 personnes qui avaient refusé de servir. Plusieurs groupements se sont rassemblés pour faire de la deuxième initiative sur le service civil une initiative sur l'abandon de la conscription et même une initiative sur l'abolition de l'armée : la « Aktion Freiheit und Verantwortung » (ndt: Action pour la liberté et la responsabilité), le « Verein zur Förderung des Wehrwillens und der Wehrwissenschaft » (ndt : association pour la promotion de la volonté de servir et des sciences militaires), la « Arbeitsgemeinschaft für gleiche Wehrpflicht und eine friedenssichernde Milizarmee » (ndt : Groupe de travail pour une conscription générale et une armée de milice qui protège la paix), le « Eidgenössischen Komitee für allgemeine Wehrpflicht » (ndt : comité fédéral pour une conscription générale), le « Schweizerisches Aktionskomitee gegen die Aushöhlung der Allgemeinen Wehrpflicht » (ndt : comité d'action suisse contre l'affaiblissement de la conscription générale), le « Überparteiliches Komitee gegen die Unterwanderung unserer Milizarmee » (ndt : comité contre l'infiltration de notre armée de milice), le « Komitee gegen die Dienstverweigererinitiative » (ndt : comité contre l'initiative anti-conscription) et la « Aktion wehrhafte Friedenssicherung » (ndt : action pour un maintien de la paix armé). Seulement 36% de la population s'est prononcée en faveur de cette initiative, principalement parce que la campagne des adversaires était presque totalement subventionnée par les lobbyistes de Farner. Cette votation a conduit de nombreux objecteurs de conscience et de militants pour le service civil à conclure que le moment était venu de poser la question cruciale de l'abolition de l'armée. C'est pour cela qu'ils ont participé, un an plus tard, au lancement de l'initiative du GSsA.

Pour beaucoup de politiciens bourgeois, le résultat phénoménal atteint par le GSsA le 26 novembre 1989 s'explique par le fait qu'il n'y avait pas de service civil. Bien que le GSsA

trouve cette analyse un peu hâtive, il en a tiré la seule conclusion logique : une amnistie immédiate et l'introduction d'un service civil. Pour donner plus de poids à ces revendications, les membres présents à l'assemblée générale du 9 septembre 1990 ont appelé au refus de servir généralisé jusqu'à ce que ces deux demandes soient remplies. Un mois plus tard, le GSsA et le *alternatives grünes Bündnis Schweiz (GBS)* (ndt : alliance verte alternative suisse) ont lancé un référendum contre la réforme Barras : le refus de servir ne serait plus passible de prison, mais resterait une infraction d'ordre pénal. Lors des votations du 2 juin 1991, la participation était faible et le projet a été accepté avec 56% de oui seulement. En Thurgovie, l'approbation a été la plus forte (63%) et la Suisse romande a majoritairement voté non.

## Mai 1992

Le mois de mai 1992 est l'un des mois les plus progressistes de l'histoire suisse. En effet, le GSsA a récolté 500'000 signatures contre l'achat de nouveaux avions de combat en l'espace de 30 jours. En outre, le 17 mai, 1'442'263 personnes ont voté en faveur de la création d'un service civil, seules 305'441 s'y sont opposées. C'est dans les cantons de Bâle-ville et Bâle-campagne que la part de « oui » était la plus importante (92 et 89%). Sont ensuite venus Genève (87%), Zoug et le Tessin (tous deux 86%). Les Valaisans étaient les moins enclins à accepter cette réforme (65% de oui). Le service civil a donc été introduit le 1er janvier 1996. Malheureusement, un examen de conscience indigne devant une commission d'admission en faisait partie. Celui-ci a été aboli en 2009, d'une part grâce à la pression de la gauche et des milieux libéraux et d'autre part car il était impossible à effectuer.

Le succès du service civil est tel que les fanatiques de l'armée y voient une menace pour cette dernière. Rappelons-leur la majorité de 83% en mai 1992 dans notre campagne pour le référendum !



Evasion de prison symbolique d'un objecteur de conscience au début des années 90.  
Photo: Sozialarchiv

SERVICE CIVIL

# Des divergences entre les chambres fédérales

C'est à une très courte majorité ( par 97 voix contre 93 et 6 absentions), que le Conseil national est finalement entré en matière sur la réforme du service civil. Et c'est par 102 voix contre 92 que les parlementaires du national ont accepté de durcir les conditions d'accès au service civil, mais des divergences subsistent. Par Aline Bressoud

La modification de la loi vise surtout les personnes ayant effectué leurs obligations militaires. Ainsi, le but avoué de la révision de la loi est de réduire de manière substantielle le nombre d'admissions au service civil afin de préserver et garantir les effectifs de l'armée. Afin de répondre à cet objectif, le Conseil fédéral a proposé huit mesures pour réduire « l'attractivité » du service civil.

Le 11 septembre 2019, le Conseil des États acceptait sept des huit mesures proposées initialement. En effet, les parlementaires aux États ont

rejeté la mesure visant à supprimer les affectations à l'étranger dans le cadre du service civil.

Le 18 décembre 2019, à la suite d'un vote très serré, le Conseil national a finalement accepté d'entrer en matière sur cette réforme. Tout comme le Conseil des États et contre l'avis du gouvernement, les conseiller-ère-s nationaux ont estimé que les civilistes devaient pouvoir continuer à être affectés à l'étranger. De plus, les représentant-e-s du peuple ont rejeté la mesure visant à instaurer un délai d'attente de 12 mois. Cette mesure est particulièrement punitive car elle exige que les militaires incorporés dans l'armée attendent un an avant d'être libérés de l'obligation d'accomplir leur service militaire. Ainsi, une personne qui se rendrait compte pendant son service militaire que cette institution n'est pas compatible avec ses valeurs éthiques, morales ou religieuses devrait néanmoins continuer à servir l'armée pendant une année avant de pouvoir rejoindre le service civil. Cette nouvelle décision entraîne donc des

divergences entre les chambres, et c'est la raison pour laquelle l'objet retourne au Conseil des États lors de la prochaine session.

## D'autres mesures punitives et restrictives

Le Conseil national a néanmoins approuvé les autres mesures qui sont pourtant tout aussi intolérables. Ainsi les parlementaires ont accepté les mesures visant à interdire les admissions de militaires qui n'ont plus de jours de service à accomplir et celle visant à interdire des affectations de civilistes qui nécessitent des études de médecine. Ils ont approuvé les mesures obligeant les civilistes à une période d'affectation par année dès l'entrée en force de l'admission et celle qui oblige quiconque qui aurait déposé une demande d'admission au service civil sans avoir terminé l'école de recrue d'accomplir une affectation de 6 mois suivant son admission. De plus, ils ont accepté la mesure visant à instaurer un facteur 1,5 aux officiers et au sous-officiers qui aujourd'hui bénéficie d'un facteur

1,1. Enfin, ils ont approuvés la mesure qui vise à introduire un minimum de 150 jours de service civil quel que soit le moment du changement. Cette mesure viole le principe de proportionnalité et d'égalité de traitement puisque aujourd'hui les civilistes doivent déjà accomplir 1,5 le nombre de jours qu'ils auraient accompli à l'armée. Or avec cette nouvelle mesure, plus une personne aura accompli de jours à l'armée plus elle sera punie.

## Un projet insensé

Cette modification de la loi est absurde et ne répondra pas aux problèmes que rencontre l'armée. Non seulement quatre rapports confirment que le service civil ne met pas en danger les effectifs de l'armée, mais en cherchant à durcir les conditions d'accès, les autorités fédérales s'attaquent au droit fondamental de pouvoir effectuer un service civil qui est un droit non aliénable tant que le service militaire est obligatoire.

RÉFÉRENDUM

# La récolte de signatures a commencé

Au terme d'une « pré-campagne » du tonnerre qui a commencé le 9 décembre, nous avons officiellement lancé le référendum contre les avions de combat. Celui-ci est porté par le GSsA, le PS et les Vert.e.s et soutenu par les Jeunes partis de gauche, diverses organisations pacifistes et par Greenpeace. Par Lewin Lempert

Au total, les nouveaux avions de combat devraient coûter 24 milliards de francs à la population. C'est ce qu'a révélé la *NZZ am Sonntag* la veille du débat à ce sujet au Conseil national le 9 décembre. Ce même jour, la chambre basse a voté à une grande majorité en faveur du projet d'armement le plus important de l'histoire suisse. Les voix, 124 contre 68, étaient réparties de façon assez classique entre la gauche et la droite. Les Vert.e.s et le PS se sont ainsi opposés fermement contre cette acquisition et tous les autres partis y ont consenti, entre autres les Vert'libéraux. Venant de ce parti, une telle unité est particulièrement déconcertante, lui qui prône la parcimonie et l'écologie. Car ce projet d'achat n'est ni l'un ni l'autre, il n'est ni bon marché ni vert. Une grande partie de la population semble être du même avis. En effet, en l'espace de 5 jours et dans le cadre d'une campagne en ligne de grande envergure,

10'000 personnes se sont déclarées prêtes à récolter 5 signatures chacune pour le référendum.

Le 8 janvier, le référendum « Non aux milliards pour des avions de combat » a été lancé officiellement. Lors d'une conférence de presse au centre de presse à Berne, des représentant.e.s du PS, des Vert.e.s et du GSsA ont présenté les arguments les plus importants contre ce projet hors de prix. D'autres partis comme la JS et les Jeunes vert.e.s y apportent également leur soutien et diverses organisations pacifistes, entre autres le Conseil suisse pour la paix et, Femmes\* pour la Paix et Greenpeace soutiennent le message central du référendum. Lors de la présentation officielle du référendum, le PS a présenté son alternative : au lieu d'acheter des jets ultra puissants, la Suisse devrait miser sur des avions de combats légers qui pourraient assurer le service de la police aérienne. Les Vert.e.s, eux, ont souligné à quel point ces nouveaux avions de combat sont polluants : ils consomment 5000 litres de kérosène par heure de vol. Du point de vue du GSsA, l'argument central est de nature financière. Si la Suisse dépense 24 milliards pour ces avions, cet argent manquera dans d'autres domaines comme l'éducation, la santé ou la lutte contre la crise climatique.

Le délai pour la récolte des signatures est le 9 avril 2020. La votation se tiendra probablement le 27 septembre de cette année. Mais pour cela il faut que nous arrivions à rassembler les 50'000 signatures nécessaires en l'espace de 100

jours. Le GSsA vous encourage donc à ne pas vous contenter de signer vous-même, mais aussi d'en parler dans votre entourage. Vous trouverez les formulaires de récoltes de signature sous <https://avionsdecombat-non.ch/materiel/>, l'adresse de renvoi est la suivante : Referendum gegen neue Kampffjets, Postfach, 8050 Zürich. Merci d'avance pour votre aide !



Conférence de presse : Les journalistes sont venu.e.s en nombre à la conférence de presse pour le lancement du référendum. Photo: GSsA

AVIONS DE CHASSE DE LUXE

# Non au gaspillage de nos impôts

Le Parlement veut dépenser 24 milliards de francs pour de nouveaux et luxueux avions de combat. Cet argent manquera dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la lutte contre le changement climatique. Toutefois, le DDPS n'a même pas envisagé de scénarios alternatifs moins coûteux qui garantiraient le service de police aérienne. Par Laura Riget

« C'est trop cher ». Qu'il s'agisse du congé paternité, de la réduction des primes d'assurance maladie ou de l'augmentation des retraites, le dogme bourgeois est clair. Selon eux, il faut faire preuve de responsabilité dans la gestion

de l'argent des contribuables et ne pas le jeter par les fenêtres. Mais ces arguments ne semblent pas toujours s'appliquer. Lors de la session d'hiver 2019, la majorité de centre-droit au Parlement a approuvé l'achat de nouveaux avions de combat pour six milliards de francs. Si l'on inclut dans le calcul les coûts d'entretien, de réparation et d'exploitation, ce sont 24 milliards de francs qui sont en jeu sur toute la durée de vie des ces avions.

Il est clair que la population devra subir les conséquences de cette politique financière insensée. La somme qui aura été dépensée pour augmenter le budget de l'armée afin de financer les nouveaux avions devra être compensée

au moyen de coupes budgétaires et d'augmentations d'impôts.

## Le service de police aérienne est garanti même sans nouveaux avions de chasse

Le Conseil fédéral a répondu à une interpellation de Roland Fischer, Conseiller national des Vert'libéraux, selon laquelle seuls huit avions seraient nécessaires pour assurer les missions de police aérienne renforcées. Afin d'assurer la formation et de disposer d'une réserve stratégique, quatre avions de combat pourraient être ajoutés à ce chiffre, ce qui porterait finalement à 12 le nombre maximal d'avions de combat requis pour assurer un service de police aérienne renforcé. La comparaison internationale montre également qu'un tel effectif serait raisonnable.

Cela signifie que les 30 F/A-18 existants suffiraient largement pour remplir la mission de police aérienne et que tout achat supplémentaire serait donc un luxe inutile. Avec le programme d'armement 2017, le Conseil fédéral et le Parlement ont également veillé à ce que les F/A-18 soient pleinement opérationnels au moins jusqu'en 2030. En outre, une alternative pour la police de l'air serait les avions de combat légers comme le montre le PS dans son concept « Air2030plus ». Mais ces scénarios alternatifs moins coûteux n'ont même pas été examinés par le DDPS.

## Des deals inefficaces et coûteux

Comme d'habitude quand il s'agit d'armement, le Parlement a également décidé que l'achat de nouveaux avions de combat pour plusieurs milliards de francs devrait être compensé par des arrangements entre la Confédération et les fabricants (affaires compensatoires). Pour la première fois, le fabricant étranger devra réin-

vestir 60% de la valeur contractuelle dans l'industrie suisse. Jusqu'à présent, la norme était de 100%. Ces affaires compensatoires augmentent bien entendu le prix d'achat.

Le raisonnement qui se cache derrière est que si l'on prend en compte la création d'emplois, les recettes fiscales, le transfert de technologie et l'amélioration de l'accès aux marchés, les effets des affaires compensatoires sont positifs pour l'ensemble de l'économie. Cet argument est très contestable, même le Contrôle fédéral des finances le confirme. Dans son étude de 2007, il a conclu que ce type de négociations n'avait guère d'effets économiques durables pour les entreprises suisses dans le secteur de l'armement.

Il est donc clair qu'il ne s'agit pas de promotion économique mais de marketing afin de persuader la population d'accepter l'achat de ces avions. Les affaires compensatoires deviennent un argument de vente politique qui permet de dédommager les six milliards de contribuables suisses.

## Des dépenses 2,5 fois plus importantes !

Résumons : le Parlement veut acheter des avions de combat dont nous n'avons pas besoin pour renforcer le service de police aérienne. Au lieu d'acheter uniquement des avions de combat légers, il préfère les avions de combat de luxe, qui sont rendus encore plus chers par ces deals protectionnistes. Tout cela pour 24 milliards de francs, une somme qui manquera pour d'autres projets. En 2014, 53,4% de la population a dit « non » au Gripen, qui n'aurait coûté « que » dix milliards de francs au total. Apparemment, le DDPS n'a pas appris de ses erreurs et retente le coup, à un prix 2,5 fois plus élevé. « Vous en reprendrez bien un peu plus ? » semble être le mot d'ordre. Nous ne pouvons pas accepter ce gaspillage d'argent et nous sommes prêt.e.s pour une campagne aussi puissante que celle menée contre le Gripen !

Dans de nombreuses villes suisses, des signatures sont récoltées contre les avions de combat de luxe. Photo: GSsA



MANQUE DE TRANSPARENCE

## Acheter quelque chose sans savoir ce que c'est ?

Personne n'achète un appareil électronique sans savoir exactement ce qu'il est censé être. Iriez-vous dans un magasin et diriez-vous : « Je voudrais une télévision pour 600 francs, mais je me fiche du modèle. » ? C'est exactement ce que le Conseil fédéral demande à la population quand il lui demande de décider si oui ou non elle veut acquérir de nouveaux avions de combat pour 24 milliards. Par Adi Feller

Pourquoi le Conseil fédéral propose-t-il une telle approche ? Parce qu'il a appris lors du vote sur le Gripen en 2014 que le type d'avion de combat proposé joue un rôle crucial dans une telle décision. Le Conseil fédéral a donc décidé de ne révéler le modèle choisi qu'après la votation, et donc de tromper la population. S'il veut absolument acheter de nouveaux avions de combat, il devrait au moins dire lesquels et combien il veut en avoir. Sinon c'est antidémocratique.

### Différences de taille

Il est essentiel de connaître de quels pays la Suisse se rendrait dépendante avec l'achat d'un tel avion de combat. Les armes et les pièces de rechange ne peuvent pas être produites en

Suisse, elles doivent donc toujours être importées du pays de fabrication. Et il est évident que ce n'est pas tout à fait la même chose de se rendre dépendant des États-Unis ou des pays européens environnants. Si les États-Unis devaient déclencher une prochaine guerre qui viole le droit international (rappelez-vous l'invasion de l'Irak en 2003), il n'y aurait peut-être plus de pièces détachées pour la Suisse, car les armes seront utilisées pour faire la guerre. Non pas que les États européens voisins qui produisent des avions de combat ne soient pas interventionnistes sur le plan militaire (les Britanniques étaient également présents en Irak), mais il y a parfois des différences frappantes. En effet, la plupart des pays européens n'exploitent pas de drones tueurs à l'échelle mondiale qui tuent tous les jours des civils, et qui ne sont que des « dommages collatéraux » selon les États-Unis. De plus, une telle décision d'achat revient à un soutien financier pour les États vendeurs et les entreprises d'armement. C'est également un moyen pour ces derniers de faire connaître leurs stratégies et leurs intentions en matière de vente d'armes à l'échelle mondiale. La population devrait pouvoir se prononcer à ce propos.

Il est impératif que les électeurs puissent connaître les raisons pour lesquelles ses avions ne sont pas opérationnels: y a-t-il divers problèmes de maintenance et plus de pièces de rechange disponibles (Eurofighter) ? Leur système d'arme ne fonctionne-t-il parfois pas correctement (Rafale) ? Les pilotes souffrent-ils d'un manque d'oxygène dû à des problèmes techniques (F/A-18 Super Hornet) ? Ou les avions sont-ils tellement multifonctionnels qu'ils souffrent de plusieurs problèmes techniques car ils ne sont pas encore complètement développés (F-35) ? Une telle décision ne peut pas être déléguée à n'importe quel expert, car elle est d'une très grande importance pour la sécurité de la Suisse.

### Qui aura le dernier mot ?

Le Conseil fédéral veut laisser la décision du modèle à choisir aux « experts » de l'Office fédéral de l'armement (armasuisse). Ils ont prouvé à de multiples reprises à quel point ils étaient incompétents. Des décisions telles que la modernisation des Duro (à une fois et demie le prix d'achat), l'achat des drones Elbit (qui marchent au diesel et non plus à l'essence, avec des coûts supplémentaires et un retard de liv-

raison), le mortier Cobra de Ruag (qui ne fonctionne toujours pas) en sont la preuve. Il ne s'agissait pas de décisions indépendantes, mais d'une forme de subvention industrielle. Il semble que tout ce que Ruag ou Mowag produisent doit être acheté par l'armée suisse. Alors, qu'est-ce que cela signifie pour la décision concernant les avions de combat ? En tout cas, cela signifie qu'elle ne sera pas prise de façon indépendante et qu'elle sera influencée par le lobbying en coulisses. Bien que le DDPS promette plus de transparence, par exemple en ce qui concerne les affaires compensatoires, même les coûts de celles-ci ne seront pas publiés. Et le bureau qui « contrôle » ces affaires compensatoires est composé uniquement de représentants de l'industrie de l'armement et se finance par le montant des dites affaires. C'est tout sauf transparent.

Il n'y a qu'une seule bonne décision : laisser la population décider de tous les aspects pertinents de l'acquisition, et non pas seulement d'un aspect choisi par le Conseil fédéral. Tant que cette condition n'est pas remplie, il ne peut y avoir en fait qu'une seule réponse appropriée : un non retentissant dans les urnes.

AVIONS DE CHASSE

## Les gros pollueurs du parlement

D'un point de vue de politique de sécurité, les avions de combat sont inutiles. Le fait qu'ils aient également un bilan carbone catastrophique rend l'acquisition d'autant plus discutable. Par Magdalena Küng

Il n'y a probablement pas beaucoup de personnes qui s'opposeraient à la thèse selon laquelle une politique de sécurité durable rime avant tout avec prévention. L'acquisition de toujours plus d'armes qui incite les pays du Nord à atteindre des niveaux de performance toujours plus hauts est, malgré tout, toujours la stratégie principale. Et il n'y a pas la moindre trace d'un argument en faveur de plus de sécurité dans le monde. La Suisse participe à cette course à l'armement avec entrain en voulant acheter des avions de combat qui ne feront que rejeter davantage de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. Le fait que les avions n'aient pas le meilleur bilan carbone n'est pas une surprise en soi. Et ce n'est pas non plus à la politique de sécurité de réfléchir à d'éventuelles mesures pour réduire l'utilisation des avions dans le domaine civil. Cependant, ce n'est certainement pas non plus de son devoir d'acheter de nouveaux avions de combat, qui au lieu d'apporter une valeur ajoutée en termes de politique de sécurité, ne feraient qu'augmenter la pollution.

### Aucun avantage, beaucoup de pollution

Un F/A-18 consomme environ 5000 litres de carburant par heure de vol, soit autant que ce qu'une voiture normale consommerait en faisant 2,5 fois le tour de la Terre. La voiture et le F/A-18 émettent tous deux 15 tonnes de CO<sub>2</sub>. La seule différence est qu'un avion de

combat n'a encore jamais emmené une famille en vacances, transporté des marchandises ou livré du courrier, en une heure de vol. Bien sûr, il existe des alternatives qui promettent moins d'émissions de CO<sub>2</sub> que les énergies fossiles. Mais les biocarburants qui, du moins lorsqu'ils sont obtenus de manière neutre, ne libèrent dans l'atmosphère que la quantité de CO<sub>2</sub> qu'ils ont absorbée auparavant ne pourront pas être utilisés pour l'aviation militaire dans un avenir proche. Actuellement, les Forces aériennes sont responsables de la moitié des émissions de CO<sub>2</sub> de l'Armée suisse. Le DDPS s'est fixé pour objectif de réduire ses émissions de 35 % d'ici à 2035, donc de passer de 240'000 tonnes de dioxyde de carbone par an à 156'000 tonnes. Cependant, aucun des quatre types d'avions de combat potentiels ne porte le label « particulièrement économique en ressources ». Il est donc très improbable que le DDPS atteigne ses objectifs. Et curieusement, lorsqu'il s'agit d'achats pour l'armée, le Parlement semble n'attacher aucune importance à l'utilisation raisonnable des ressources naturelles (et financières).

### Au moins 24 milliards au total

Étant donné que la seule mission de l'armée est de protéger la population, il semble un peu étrange que les questions climatiques ne jouent presque aucun rôle. Les mesures de protection du climat sont régulièrement combattues avec acharnement et ne sont approuvées que si elles coûtent le moins possible ou si elles génèrent du profit. Mais quand il s'agit d'acheter des avions de combat, 6 milliards passent comme une lettre à la poste. La décision du Parlement

n'est donc un ni investissement judicieux pour l'avenir ni pour une autre cause d'importance majeure. Il veut acheter des avions de combat qui ne servent à rien, qui polluent l'environnement et qui coûteront au moins 24 milliards sur toute leur durée de vie. En effet, il ne faudra pas oublier de les entretenir, ces gros pollueurs, une fois qu'ils seront dans les hangars.

L'achat des avions de combat est diamétralement opposé aux revendications du mouvement pour le climat. Photo: wikimedia.org, Klima-Alarm in Bern, 8Dez2018-05.jpg, MHM55, CC BY-SA 4.0



EXPORTATIONS D'ARMES

## Les exportations de matériel de guerre prennent l'ascenseur

Au cours des 9 premiers mois de l'année 2019, les exportations d'armes ont augmenté de 60% par rapport à la même période de l'année précédente.

Par Nadia Kuhn

De janvier à septembre 2018, la Suisse a exporté du matériel de guerre d'une valeur d'environ 300 millions. Pour cette même période un an plus tard, les chiffres ont grimpé pour atteindre presque 500 millions de francs. La Suisse a donc livré presque autant d'armes à l'étranger durant les neuf premiers mois de

l'année 2019 que pendant toute l'année 2018 et plus qu'en 2015, 2016 et 2017.

La forte hausse constatée dans ce domaine est inquiétante car les armes ne sont pas un produit comme tous les autres. Elles sont produites pour tuer des êtres humains, autant que possible et aussi efficacement que possible.

Les livraisons d'armes dans des pays que l'on peut qualifier de sûrs, comme c'est le cas pour les États-Unis sont également très problématiques. Citons par exemple la violence armée omniprésente et qui tue chaque année des milliers de personnes ou la destruction causée par

la « guerre contre le terrorisme ». Malgré cela, le Seco a autorisé des exportations d'armes vers les États-Unis d'une valeur de 27 millions de francs.

### Des armes pour la guerre au Yémen

Les livraisons vers des pays impliqués dans des conflits ou dans lesquels les droits humains sont systématiquement violés sont particulièrement scandaleuses. Des armes suisses d'une valeur de 1,2 millions ont par exemple été livrées à l'Arabie Saoudite et ce, malgré le rôle central que celle-ci joue dans la guerre au

Yémen. D'autres acteurs qui participent à ce conflit ont reçu également des armes suisses, les Émirats arabes unis (pour env. 1 million de CHF) et le Bahreïn (5,5 millions de CHF).

Une telle augmentation des exportations d'armes et les pratiques accommodantes du Seco en matière d'autorisations sont inadmissibles. Il serait temps que la Suisse essaie de mettre fin aux guerres et aux conflits de manière pacifique et non pas de les alimenter encore davantage.

RUAG

## Amateurisme étonnant

Au printemps 2016, on apprenait que Ruag avait été victime d'une cyberattaque. L'attaque a entraîné de graves problèmes de sécurité informatique. Le DDPS a également dû faire face à des critiques à la suite de cet incident. Si vous pensez que Ruag et le DDPS ont désormais leurs systèmes informatiques sous contrôle, détrompez-vous. Par Martin Parpan

La Commission de gestion (CDG-N), a examiné la cyberattaque en elle-même, mais également les processus fondamentaux de coopération entre le DDPS et Ruag. En ce qui concerne le comportement lors de la cyberattaque, la CDG-N a conclu que le DDPS avait « en principe » réagi de manière appropriée à l'incident. Toutefois, il existe encore des problèmes de coopération entre le DDPS et Ruag, ce qui, près de quatre ans après l'incident, est assez étonnant. Un exemple : En juin 2018, le Conseil fédéral a décidé de séparer la partie de Ruag chargée d'équiper l'armée des autres parties de Ruag (Ruag International). Dans ce contexte, il a également décidé d'intégrer les données appartenant à cette unité dans le paramètre dit de sécurité du DDPS. Il apparaît aujourd'hui que l'intégration de ces données

pose de sérieux problèmes au DDPS. Cela est dû au fait que celles-ci n'avaient pas été classées de façon adéquate et qu'elles pourraient encore être infectées. Viola Amherd a dû admettre que l'intégration des données dans le paramètre de sécurité du DDPS était plus difficile que prévu et qu'il s'agissait de plus de données que ce à quoi le département s'attendait. Tout porte à croire que le DDPS n'a pas la situation sous contrôle, ce qui est d'autant plus surprenant que le DDPS dispose d'une unité de cyberdéfense qui se définit comme étant capable de protéger ses propres systèmes et infrastructures d'information et de communication contre les cyberattaques. Reste à savoir comment le DDPS entend satisfaire à cette exigence si l'intégration des données d'un système dans un autre pose déjà de tels problèmes.

### Manque de transparence

La CDG-N a également noté qu'à l'époque de Guy Parmelin, des discussions entre lui et le président du conseil d'administration de Ruag avaient eu lieu et que ceux-ci n'avaient pas été consignés dans un procès-verbal, ce qui est très déconcertant. Viola Amherd a promis des améliorations à ce propos et a annoncé que

dorénavant, il n'y aurait pas de discussions informelles ou que chaque conversation serait enregistrée. Il existe toutefois des preuves que cela n'est pas le cas. En mars 2019, une discussion a eu lieu entre elle et le président du conseil d'administration de Ruag et celle-ci n'a

pas non plus été enregistrée, dicit le rapport de la CDG-N.

Conclusion : On ne peut pas s'empêcher de penser que le DDPS est incapable de résoudre des problèmes réels. L'absence de procès-verbaux donne au tout un arrière-goût amer.



EXPORTATIONS D'ARMES

## Initiative correctrice : nouveaux développements

La pression exercée par la population aura porté ses fruits. Le Conseil fédéral rejette l'initiative populaire contre les exportations d'armes vers les pays en guerre civile (initiative correctrice). Il présente toutefois un contre-projet indirect qui fera l'objet d'une procédure de consultation. Par Moritz Lange

Souvenez-vous : début mai 2018, le Conseil fédéral a déclaré vouloir assouplir les critères dans le domaine des exportations de matériel de guerre. En réponse à cela, une large alliance allant du PBD jusqu'aux Vert.e.s et dont le GSsA fait bien sûr également partie, a annoncé qu'elle lancerait une initiative populaire si le Conseil fédéral ne revenait pas en arrière. Le Conseil fédéral n'a pas écouté la population (ou l'a écoutée trop tard) et c'est ainsi qu'a été lancée en décembre 2018 l'initiative contre

les exportations d'armes vers le pays en guerre civile (initiative correctrice). Celle-ci exige un retour à la situation telle qu'elle était en 2014. L'initiative correctrice ne veut donc pas uniquement interdire la livraison d'armes vers les pays en guerre civile, mais surtout rectifier une décision prise par le Conseil fédéral en 2014, à savoir autoriser les exportations d'armes vers des pays où les droits humains sont systématiquement et gravement violés. En l'espace de 3 mois seulement, 130'000 personnes ont signé cette initiative et celle-ci a pu être déposée à la chancellerie fédérale en été 2019.

### Deux variantes

Le Conseil fédéral a donc réagi à l'initiative correctrice. Il la rejette, ce qui n'est, en soi, pas très étonnant. Il a toutefois annoncé l'élaboration d'un contre-projet indirect jusqu'à fin

mars 2020. Deux variantes seront envoyées en procédure de consultation.

La première prévoit d'inscrire les critères dans la loi et non plus dans une ordonnance. L'un des objectifs de l'initiative serait ainsi atteint. L'exception introduite en 2014 resterait toutefois en vigueur, ce qui va clairement à l'encontre de l'initiative. Le Conseil fédéral veut, de plus, bénéficier d'une dérogation qui lui permettrait d'adapter lui-même les critères d'autorisation pour un temps donné. Cette dérogation serait nécessaire afin de réagir rapidement à des changements de situation. Si cette règle sert uniquement à interdire les exportations d'armes vers certains pays si cela s'avère nécessaire, nous n'y voyons pas d'inconvénient.

La deuxième variante nous plaît bien plus. D'après ce que le Conseil fédéral a dit à ce propos jusqu'à présent, elle reviendrait à une mise

en œuvre complète de l'initiative correctrice. Les critères pour l'exportation de matériel de guerre seraient inscrits dans une loi fédérale, ce qui permettrait le lancement d'un référendum en cas de changement ultérieur, et la dérogation introduite en 2014 serait supprimée.

Nous connaissons les détails de ces deux variantes une fois que le projet définitif aura été présenté. Nous sommes curieux.x.ses de voir le résultat fin mars.

CHILI

## Le gouvernement lutte contre sa propre population avec des armes suisses

Le pays des Andes est à nouveau sur le devant de la scène. Des images de soldats marchant dans les rues et de policiers tirant sur des manifestant.e.s font le tour du monde. Ces derniers demandent le respect des droits humains et la fin de la violence. Mais la Suisse fait la sourde oreille. Par Malte Seiwerth

20 octobre 2019. Un soldat se tient sur la Plaza Italia, la place centrale de Santiago de Chile. Il tient un fusil d'assaut de la marque suisse SIG. À seulement quelques mètres de lui : un char MOWAG. Ces deux armes ont probablement été produites dans les années 1980, donc sous la dictature militaire d'Augusto Pinochet, par l'armée chilienne. L'histoire de ces deux armes en dit long sur les fabricants d'armes suisses ainsi que le rôle de la Confédération dans une « sale » affaire qui a commencé dans les années 1960 et qui perdure.

### Encourager et moderniser

Vers 1960, l'armée chilienne voulait trouver un moyen de moderniser son arsenal et est tombée sur SIG et MOWAG en Suisse. Les premières ventes ont été effectuées dans la même décennie. La Confédération a soutenu ce projet en accordant une garantie d'exportation même en cas de défaut de paiement. Selon des documents des Archives fédérales, les deux entreprises susmentionnées ainsi que

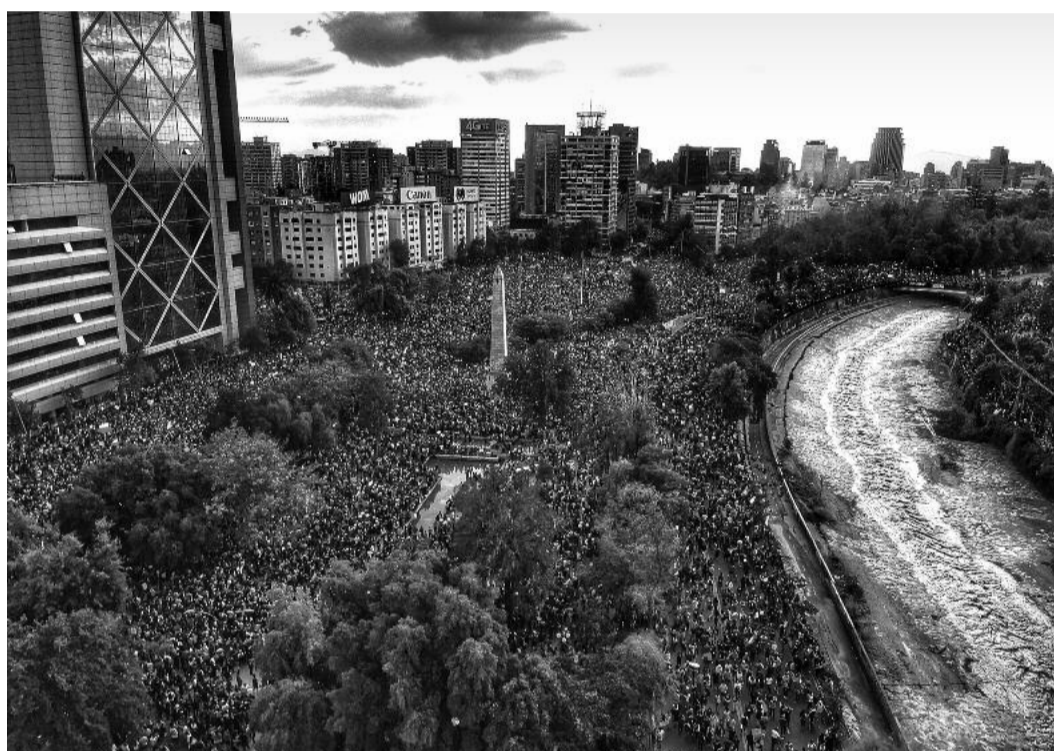
Oerlikon Bührle ont vendu des armes d'une valeur totale d'environ 46 millions de francs au Chili.

Le Putsch militaire de 1973 a marqué le début de l'une des dictatures les plus meurtrières d'Amérique latine. En raison de l'instabilité

politique qui régnait au Chili, la Suisse avait déjà mis en place un embargo sur les livraisons d'armes en 1972. Pinochet a en effet commencé à mener une guerre contre la population de son propre pays, mais était également prêt, fin 1970, à entrer en guerre avec l'Argentine, le

Pérou et la Bolivie. Il avait besoin d'armes pour tout cela et les entreprises d'armement suisses ont à nouveau répondu présentes. La Confédération s'étant prononcée contre des exportations d'armes à de maintes reprises, les deux entreprises ont décidé de vendre les licences de production aux fabricants d'armes chiliens. La préparation à la production des armes a commencé au début des années 1980. SIG a même vendu des machines de production et a régulièrement accueilli des représentants de l'armée chilienne dans son usine de Neuhausen.

Au cours des années 1980, de nombreuses manifestations ont éclaté contre la dictature. Celle-ci a tout de suite fait appel à l'armée, dont les armes standard étaient à présent le SIG510 et le SIG540. En même temps, des chars MOWAG traversaient les quartiers pauvres. Il aura fallu attendre jusqu'en 1990 pour qu'un gouvernement élu démocratiquement soit à nouveau à la tête du pays. L'embargo sur les armes a été levé le jour de l'investiture de Patricio Aylwin. Selon le ministère des affaires étrangères du Chili, les importations d'armes provenant de la Suisse ont tout de suite augmenté. Le Chili connaît des élections démocratiques depuis 30 ans maintenant. Or, des réformes sociales nécessaires n'ont jamais été mises en œuvre. Pour faire face aux protestations de la population, le gouvernement fait à nouveau appel à l'armée... toujours équipée d'armes suisses.



Manifestation de masse au Chili en octobre 2019.

Photo: wikimedia.org, Marcha\_Mas\_Grande\_De\_Chile\_2019\_Plaza\_Baqueda\_Drone.jpg, Hugo Morales, CC BY-SA 4.0

TRANSPORTS D'ARMES

## Pas d'armes à bord du Bahri Yanbu

Les armes ne doivent pas seulement être produites, elles doivent aussi être livrées de l'usine à l'acheteur. Les personnes qui s'occupent de cela s'opposent régulièrement à ces transports. Par Andreas Weibel

L'Arabie Saoudite est de loin le plus grand acheteur de matériel de guerre au monde. Depuis qu'elle intervient dans la guerre au Yémen, son volume d'achat a encore augmenté. L'Arabie Saoudite possède une compagnie maritime du nom de Bahri. Ses bateaux s'arrêtent souvent dans les grands ports de commerce occidentaux, chargent le matériel et l'apportent en Arabie Saoudite. Le Bahri Yanbu est l'un de ces bateaux.

Ignacio Robles, un pompier travaillant dans le port de Bilbao, a été le premier à refuser de charger des armes à bord du Bahri Yanbu, en mars 2017. Lorsque les autorités portuaires

l'ont menacé de sanctions, 170'000 personnes ont signé une pétition en ligne pour se solidariser avec lui. Diverses organisations locales ont organisé des actions de protestation lors des escales suivantes du cargo. Leurs membres sont même allés jusqu'à grimper sur les bateaux. En fin de compte, l'entreprise Bahri s'est complètement retirée de Bilbao.

### Blocus dans de nombreux pays

Quelques mois plus tard, les personnes travaillant dans le port de St. John sur la côte est du Canada ont à leur tour refusé de transporter des véhicules de combat d'infanterie à bord du Bahri Yanbu. Le bateau a continué sa route et a ensuite accosté à Bremerhaven en Allemagne. Après le meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, l'Allemagne a instauré des sanctions à l'encontre de l'Arabie Saoudite. Il n'y a donc pas eu de chargement d'armes dans

ce port. Le parti de gauche Die Linke a voulu aller plus loin et a déposé une intervention auprès du parlement de la ville pour demander l'interdiction de livraisons d'armes, peu importe le pays de destination, dans le port de Bremerhaven.

Le Bahri Yanbi est allé en Angleterre et a ensuite voulu faire escale au Havre pour récupérer huit canons pour obusiers. Or, entre-temps, des groupes d'activistes pour les droits humains avaient déposé plainte à ce propos, car l'Arabie Saoudite aurait pu utiliser ces armes pour perpétrer des crimes de guerre au Yémen. De son côté, la CGT avait appelé ses membres à ne pas charger d'armes à bord des cargos. Le Bahri Yanbi n'a finalement pas accosté au Havre et les canons ont dû être transportés hors du port. Le cargo s'est ensuite arrêté à Santander puis à Gênes. Dans la ville italienne, des employé.e.s du port ont bloqué

le bateau, empêchant ainsi qu'il soit chargé. Même scénario plus tard à Marseille.

Depuis, chaque escale en Europe représente un risque pour l'entreprise. Lors de certains chargements et déchargements, des groupes d'intervention de la police doivent être sur les lieux pour protéger l'opération.

### Et la Suisse ?

Selon un reportage du journal dominical *Sonntagsblick* de décembre 2019, un cargo de la flotte maritime suisse a transporté des obus de mortier de la Bulgarie en Arabie Saoudite. Le DFAE a annoncé qu'il était uniquement responsable de la sécurité des bateaux, pas de leur charge. Des avions de transport atterissent régulièrement à l'aéroport de Zurich pour récupérer des munitions et des pièces pour des canons DCA que Rheinmetall Air Defense produit à Oerlikon. Qui sait, peut-être qu'un jour, les employé.e.s de l'aéroport refuseront de livrer ce genre de matériel dans des zones en guerre.

SYRIE

## Guerre d'agression turque au Rojava

Le 9 octobre, les bombardements turcs du Rojava, un territoire au nord de la Syrie, ont marqué le début de la guerre d'agression. Par le secrétariat

En pleine guerre civile en Syrie, le Rojava est devenu un des endroits les plus progressistes de la région. Une société civile s'y développe selon les principes de la démocratie de base, de l'écologie, de l'égalité des sexes et de la coexistence de religions différentes. Des centai-

nes de milliers de réfugiés ont été accueillis et ont reçu l'asile directement au Rojava. Pour la Turquie en revanche, l'orientation politique de la population kurde ainsi que l'autonomie qu'elle a su acquérir, ont toujours constitué un problème. L'invasion de cette région par l'armée turque ainsi que des groupes d'extrémistes religieux qui la soutiennent jette à nouveau des millions de personnes dans une guerre sanglante. Au cours des trois premiers mois de ce conflit, de nombreuses violations des droits humains ont été constatées et documentées.

Mais les autres pays ne disent rien ou s'empêchent dans des négociations sans résultat.

### La Suisse est impliquée

La Suisse aussi participe indirectement à cette guerre. En effet, des armes, des munitions et des grenades suisses ont été trouvées sur le territoire en guerre et ce, à de maintes reprises. Elles y arrivent souvent par détours et une partie d'entre elles se trouve à présent entre les mains des groupes religieux extrémistes. Les banques suisses, UBS et le Crédit Suisse

par exemple, soutiennent également ce conflit en investissant dans des entreprises d'armement telles que General Dynamics, l'un des partenaires principaux des forces aériennes turques. Il est essentiel de faire cesser cette guerre, illégale au regard du droit international, et de trouver une solution politique afin d'éviter une catastrophe humanitaire et une nouvelle phase de déstabilisation dans cette région. Pour ce faire, la société civile doit également augmenter la pression sur les gouvernements et faire revenir toutes les parties à la table des négociations.

SECRETARIAT

## Deux nouvelles têtes à Zurich, un départ à Genève

En préparation à une année 2020 bien mouvementée, le secrétariat à Zurich a reçu des renforts sous la forme de deux secrétaires politiques, Nadia Kuhn et Laura Riget. À Genève, c'est de Jean Burgermeister que nous devons nous séparer. Par Lewin Lempert

Depuis début novembre, il y a du changement dans l'air au secrétariat du GSsA à Zurich : deux nouvelles secrétaires ont commencé leur travail. La vie quotidienne au bureau s'en est retrouvée quelque peu bouleversée, car l'infrastructure, ou, plus concrètement, les câbles emmêlés, ont dû être réarrangés. Dès que tout a été mis en ordre, le travail a commencé. La décision d'engager deux nouvelles personnes était très judicieuse, compte tenu de la charge de travail que représente le référendum sur les avions de combat. Tout le monde, nouvelles et ancien.ne.s secrétaires, s'est vite retrouvé bien

occupé.e. Heureusement, Laura et Nadia disposent d'un important bagage en matière de campagnes politiques. Cela leur a permis de bien démarrer dès le début.

### Les deux nouvelles, Laura et Nadia

**Laura Riget** est députée du PS au Grand Conseil tessinois, son canton d'origine. Elle travaille également depuis longtemps en tant que collaboratrice de Marina Carobbio et a déjà été en charge de nombreuses campagnes de votation au Tessin. L'année passée, elle a effectué un stage à la Confédération. **Nadia Kuhn**, elle, se voit comme une activiste politique. Elle est très bien connectée au sein du mouvement de la grève du climat et de la grève des femmes\*. En tant que co-présidente de la JS du canton de Zurich, elle a déjà pu amasser beaucoup d'expérience dans le domaine des campagnes politiques. Laura et Nadia s'intéressent toutes deux beaucoup pour l'engagement pacifiste du GSsA et ont hâ-

te de contribuer aux grands projets qui s'annoncent. Voilà exactement ce dont nous avons besoin ! Ce n'est certainement pas le travail qui leur manquera, car le référendum sur les avions de combat n'est pas le seul projet politique imminent : le référendum sur le service civil approche également à grand pas. En outre, ces deux prochaines années, la population votera

sur l'initiative contre le commerce de guerre et sur l'initiative correctrice. La motivation et l'expérience de nos deux nouvelles secrétaires seront décisives pour ces projets.

### Départ à Genève

Tandis que nous avons le plaisir d'accueillir deux nouvelles collaboratrices à Zurich, nous devons malheureusement dire au revoir à Jean du secrétariat de Genève. C'est avec beaucoup d'énergie que Jean a conseillé des gens qui ne supportaient plus l'armée ou qui voulaient faire le service civil à la place. Ce genre de travail fait partie intrinsèque de l'ADN du GSsA. Nous sommes donc d'autant plus triste que Jean doive partir, mais nous sommes certain.e.s qu'il trouvera beaucoup d'autres défis professionnels intéressants et qu'il continuera de faire partie du GSsA d'une façon ou d'une autre. Il ne nous reste plus qu'à dire : bienvenue aux nouvelles et au revoir Jean !



Nadia Kuhn et Laura Riget.



### Impressum

**Rédaction :** Aline Bressoud (ab), Thomas Bruchez (tb), Michael Christen (mc), Nicolas Félix (nf), Adi Feller (af), Magdalena Küng (mk), Nadia Kuhn (nk), Josef Lang (jl), Moritz Lange (ml), Lewin Lempert (ll), Oger (og), Martin Parpan (mp), Kishor Paul (kp), Laura Riget (lr), Judith Schmid (js, responsable), Tobia Schnebli (ts), Andreas Weibel (aw)

**Abonnement :** 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSsA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch **ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.**

**Impression :** ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Tirage :** 4'800 exemplaires **Traduction :** Catherine Jost

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à une licence Creative Commons. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

## Talon de Commande



| Nombre                            | Description                                       | femme/homme | Couleur | Taille       | Prix     | Total    | Nom    |  |
|-----------------------------------|---|-------------|---------|--------------|----------|----------|--------|--|
|                                   | T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»          | Of Oh       | noir    | OS OM OL OXL | Fr. 28.- |          |        |  |
|                                   | T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»  | Of Oh       | noir    | OS OM OL OXL | Fr. 28.- |          | Prénom |  |
|                                   | T-Shirt «Quelle connerie la guerre»               | Of Oh       | noir    | OS OM OL OXL | Fr. 28.- |          | Rue    |  |
|                                   | T-Shirt «If war is the answer...»                 | Of Oh       | blanc   | OS OM OL OXL | Fr. 28.- |          | N°     |  |
|                                   | T-Shirt «A bas toutes les armées»                 | Of Oh       | noir    | OS OM OL OXL | Fr. 28.- |          | NPA    |  |
|                                   | Jeu de cartes GSsA                                |             |         |              | Fr. 5.-  |          | Lieu   |  |
|                                   | Kit de survie                                     |             |         |              | Fr. 60.- |          | Tél.   |  |
|                                   | Autocollant                                       |             |         |              | gratuit  |          | E-mail |  |
|                                   | Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!» |             |         |              | Fr. 2.-  |          |        |  |
|                                   | Couteau de poche «GSsA»                           |             |         |              | Fr. 25.- |          |        |  |
|                                   | Drapeaux PACE                                     |             |         |              | Fr. 12.- |          |        |  |
|                                   | Drapeaux PEACE                                    |             |         |              | Fr. 12.- |          |        |  |
|                                   | Frais de port                                     |             |         |              |          | Fr. 4.80 |        |  |
| <b>Somme totale de la facture</b> |   |             |         |              |          |          |        |  |

Commande: GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, gssa@gssa.ch